

Dans notre bulletin de septembre : première Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, célébration de la Journée des Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens, questions sur la vaccination et plus

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)

[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)



### **Vous nous suivez sur les médias sociaux?**

Abonnez-vous à nos comptes [Facebook](#), [Twitter](#) ou [Instagram](#) pour rester au courant de toutes les dernières informations sur notre Bureau, et pour savoir comment nous pouvons vous aider!



**La première Journée nationale de la vérité et de la réconciliation**

**Célébration de la Journée des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens 2021**

**Questions sur la vaccination**

**Ici, là et (virtuellement) partout**

**Comment nous avons aidé : Cas sélectionnés**

**Travaillez avec nous : Offres d'emploi**

---

## **L'OMBUDSMAN SOULIGNE LA PREMIÈRE JOURNÉE NATIONALE DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION EN HOMMAGE AUX VICTIMES ET AUX SURVIVANT(E)S DES PENSIONNATS AUTOCHTONES**



À l'approche de la première Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, le 30 septembre, l'Ombudsman de l'Ontario Paul Dubé a invité les Ontarien(ne)s à réfléchir à l'histoire et aux conséquences tragiques des pensionnats autochtones – et il a souligné l'engagement de son Bureau envers la vérité et la réconciliation.

Depuis 2013, le 30 septembre est également connu sous le nom de Journée du chandail orange. Cette journée tire son origine de l'histoire d'une ancienne élève, Phyllis (Jack) Webstad, à qui on a retiré sa nouvelle chemise orange lors de son premier jour au pensionnat St. Joseph Mission en Colombie-Britannique, alors qu'elle n'avait que six ans. La Journée du chandail orange a depuis débouché sur une conversation générale sur tous les aspects de ces pensionnats.

Cette année a marqué un rappel particulièrement douloureux du système de pensionnats autochtones au Canada et de son legs cruel, avec la découverte de plus de 1 000 sépultures non marquées sur les lieux d'anciens pensionnats, [a déclaré M. Dubé](#)

[dans un message.](#)

Pour marquer cette journée – et montrer notre solidarité avec toutes les Premières Nations, tous(toutes) les Inuit(e)s et les Métis(se)s – l'Ombudsman a annoncé que son Bureau fermerait ses portes le 30 septembre 2021, afin de permettre à tout le personnel de réfléchir à l'histoire des pensionnats, de s'en informer, et d'assister à des événements ou à des cérémonies commémorant la vie des disparu(e)s et des survivant(e)s qui continuent de vivre avec ces expériences.

« Nous devons nous souvenir que la réconciliation commence par le fait de dire et d'affronter des vérités souvent difficiles et douloureuses – afin de comprendre notre passé et les actions concrètes à entreprendre pour façonner l'avenir », a dit M. Dubé.

[Lire le message complet de l'Ombudsman.](#)

*Si vous avez besoin de soutien, la Ligne d'écoute téléphonique des pensionnats indiens est ouverte 24 heures sur 24 pour les ancien(ne)s pensionnaires de ce système qui ont besoin d'un appui émotionnel ou d'une orientation en cas de crise. Veuillez appeler : 1-866-925-4419.*

---

## **CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DES FRANCO-ONTARIENNES ET DES FRANCO-ONTARIENS 2021**



Le 25 septembre marque la célébration traditionnelle de la Journée des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens. Cette journée commémore le premier lever du drapeau franco-ontarien à l'Université Laurentienne le 25 septembre 1975, à Sudbury. Elle est célébrée dans toute la province en hommage aux contributions de la communauté francophone en Ontario.

La Commissaire aux services en français, Kelly Burke, est apparue dans une courte vidéo lors du lever de drapeau virtuel organisé par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) le 24 septembre. La Commissaire a également prononcé un discours en personne sur le podium de l'esplanade de l'Hôtel de Ville, plus tard dans la matinée, à l'occasion du

lever du drapeau organisé conjointement avec l'Association des communautés francophones ACFTO-Toronto. L'événement a été diffusé en direct sur le [compte YouTube du maire John Tory](#).

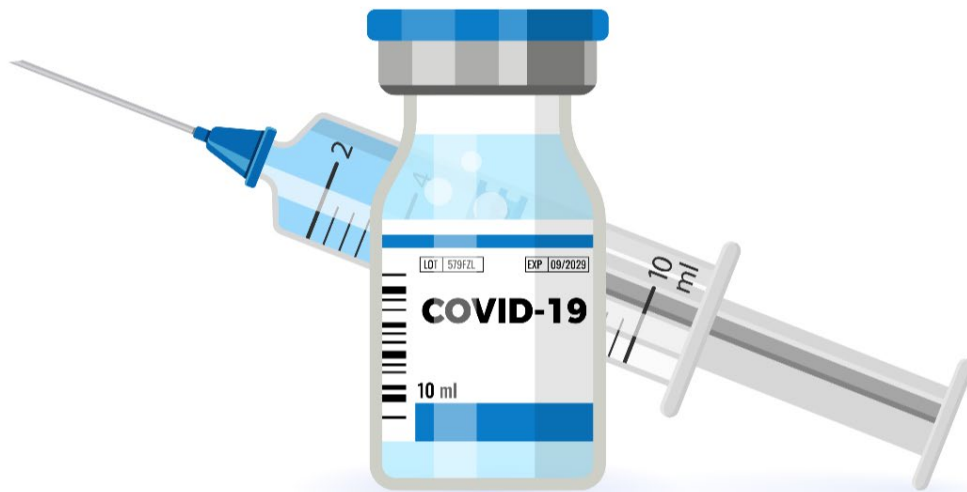
La Commissaire a également publié une déclaration soulignant l'importance de protéger les droits linguistiques, et le travail en cours effectué par son Bureau, dont [l'enquête sur les coupes à l'Université Laurentienne](#) et la préparation de son Rapport annuel 2020-2021, qui paraîtra plus tard cette année.

« La protection de la santé linguistique du Canada est l'affaire de tous ses citoyens et de toutes ses citoyennes, notamment en Ontario », a dit Mme Burke dans sa déclaration, soulignant que l'Unité des services en français avait réglé des centaines de cas cette année, « grâce au talent de notre équipe et à la volonté du gouvernement de l'Ontario et du service public de collaborer avec nous ».

[Lire la déclaration complète de la Commissaire.](#)

---

## QUESTIONS SUR LA VACCINATION – COMMENT NOUS POUVONS VOUS AIDER



Plus d'une semaine s'est écoulée depuis que les Ontarien(ne)s doivent présenter une preuve de vaccination contre la COVID-19 pour entrer dans des entreprises non essentielles. Le programme de certificat de la vaccination est entré en vigueur le 22 septembre, et les Ontarien(ne)s doivent être entièrement vacciné(e)s (deux doses plus 14 jours) avant d'entrer dans des lieux comme les restaurants, les installations sportives, les gymnases, les salles de réunion et les salles de concert.

Notre Bureau suit de près la mise en œuvre de ce nouveau système et continue de traiter les plaintes et les demandes de renseignements sur les questions administratives liées à la vaccination (toutefois, nous ne traitons pas des décisions politiques ni de politique générale). Si vous avez des questions, des préoccupations, ou si vous ne savez pas vers qui vous tourner, contactez-nous, nous pourrions vous orienter dans la bonne direction ou vous aider à trouver les renseignements qu'il vous faut.

Voici quelques conseils et contacts :

- Pour télécharger votre certificat de vaccination, allez sur le [site Web du gouvernement de l'Ontario](#).
- Une nouvelle application qui remplacera le certificat par un code QR devrait être disponible d'ici le 22 octobre.
- Pour rectifier ou actualiser les renseignements sur votre certificat, contactez le bureau de santé publique qui vous a administré votre vaccin – ou l'Unité du service à la clientèle pour les vaccins du ministère de la Santé, 1-833-943-3900.

[Contactez directement notre Bureau](#) si vous avez besoin de renseignements, de conseils, si vous rencontrez des problèmes, ou si vous avez des questions à ce sujet ou sur tout autre sujet lié au gouvernement – nous sommes là pour vous aider!

---

## [ICI, LÀ ET \(VIRTUELLEMENT\) PARTOUT](#)



### **Aider les municipalités à gérer les réunions par voie électronique**

Le 5 octobre, l'Ombudsman Paul Dubé fera une présentation principale lors du Municipal Clerks Forum 2021 organisé par l'Association of Municipal Managers, Clerks and Treasurers of Ontario (AMCTO). L'Ombudsman parlera de l'importance de l'ouverture et de la responsabilisation pour les municipalités, ainsi que des pratiques exemplaires à suivre pour tenir des réunions virtuelles, qui sont devenues la norme durant la pandémie de COVID-19 alors que les conseils municipaux passaient du travail en présentiel au travail en distanciel.

Au cours de l'année écoulée, notre Bureau a enquêté sur de nombreuses plaintes concernant des réunions électroniques. Lisez ces rapports [sur notre site Web](#) ou dans

notre [recueil numérique des cas municipaux](#), ou contactez-nous si vous avez toute question ou toute plainte. Si vous croyez qu'une réunion s'est tenue illégalement à huis clos dans votre municipalité, [cliquez ici pour trouver qui est votre enquêteur\(euse\) chargé\(e\) des réunions à huis clos](#).



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES LINGUISTIQUES

### **Présenter les droits linguistiques en Ontario à la communauté internationale des commissaires linguistiques**

Dans le cadre de la participation de notre Bureau à l'Association internationale des commissaires linguistiques (AICL), la Commissaire Kelly Burke a fait une présentation virtuelle à ses collègues membres de cette association, le 23 septembre. Elle a discuté de la francophonie ontarienne, de la *Loi sur les services en français*, de la jurisprudence récente en matière de droits linguistiques et des recommandations de son Rapport annuel 2019-2020.



### **Réduire les barrières linguistiques pour les victimes de violence familiale**

Le 21 septembre, la Commissaire aux services en français Kelly Burke a rencontré virtuellement le Violence against Women Network et le personnel de 14 refuges de la région de Toronto. L'objectif était de répondre aux besoins précis des femmes



francophones qui cherchent de l'aide et un refuge auprès de ces organismes. Mme Burke a exprimé son soutien à leurs stratégies pour faire tomber les barrières linguistiques et améliorer la prestation des services ainsi que l'assurance de la qualité, afin d'appuyer les personnes qui s'adressent à ces refuges et d'améliorer leur bien-être et leur sentiment de sécurité.

Si vous souhaitez obtenir une présentation sur la *Loi sur les services en français* et sur le rôle de la Commissaire, veuillez nous contacter à [sf-fls@ombudsman.on.ca](mailto:sf-fls@ombudsman.on.ca)

---

## COMMENT NOUS AVONS AIDÉ : CAS SÉLECTIONNÉS



### Révélation de contention

Une jeune nous a révélé que ses préoccupations concernant sa contention physique dans son foyer de groupe restaient non entendues. Notre personnel a appris ce problème lors d'un suivi qu'il a effectué auprès de cette jeune fille au sujet d'un rapport d'Avis de décès et de lésion corporelle grave qui nous est parvenu, indiquant qu'elle avait été blessée par le personnel alors qu'il la maîtrisait.

La jeune fille nous a révélé deux incidents antérieurs, pendant lesquels elle a dit avoir été incapable de respirer alors qu'elle était maîtrisée. Elle a ajouté que le personnel l'avait tout de suite détachée quand elle avait dit qu'elle ne pouvait plus respirer, mais elle a déclaré qu'elle voulait rencontrer la travailleuse sociale de sa société d'aide à l'enfance (SAE) pour discuter de ses préoccupations – et que celle-ci n'avait pas voulu la rencontrer.

En savoir plus sur [ce cas](#) et sur la manière dont nous avons apporté notre aide – et sur

l'importance de la raison pour laquelle toutes les agences sont tenues de déposer auprès de notre Bureau des rapports connus sous le nom [d'Avis de décès et de lésion corporelle grave](#).



## Alertes d'urgence

### [Alerter simultanément](#)

Comme l'indique le Rapport annuel 2019-2020 de la Commissaire aux services en français, nous avons reçu plusieurs plaintes sur le système d'alerte Amber de l'Ontario, que nous avons signalées au ministère du Solliciteur général. Beaucoup de plaignant(e)s craignaient que les retards entre les versions anglaises et françaises des alertes, ainsi que les multiples alertes consécutives sur un même cas, ne nuisent à la confiance du public envers le système. À la suite de notre intervention, le Ministère et la Police provinciale de l'Ontario ont apporté des améliorations afin que les alertes soient communiquées simultanément en anglais et en français, assurant ainsi un service égal dans les deux langues.





### Courrier non envoyé

Une bénéficiaire du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) s'est plainte auprès de nous que ses prestations avaient été interrompues à deux reprises sans avertissement. Nous avons communiqué avec des responsables du POSPH, qui ont déterminé que cette femme aurait dû recevoir un avis écrit l'informant que ses prestations étaient retenues parce que le POSPH avait besoin de renseignements sur ses modalités de vie. Mais la travailleuse sociale de cette femme, qui était une nouvelle employée, avait produit électroniquement des avis à son intention, sans les envoyer. Le POSPH a souligné aussi qu'il fonctionnait avec un personnel réduit en raison de la pandémie, et que les employé(e)s avaient des charges de travail inhabituellement lourdes.

---

## TRAVAILLEZ AVEC NOUS : OFFRES D'EMPLOIS



### **Vous souhaitez travailler avec nous?**

Nous continuons à recruter du nouveau personnel. Voyez tous nos postes vacants dans la section [Carrières](#) de notre site Web.

- [Agent\(e\) de règlement préventif](#)

---

**Portez plainte ou communiquez avec nous ici**

---



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. L'Ombudsman Paul Dubé a été reconduit dans ses fonctions d'Ombudsman pour un deuxième mandat de cinq ans, à compter du 1er avril 2021.

*Copyright © 2021 Ombudsman Ontario, Tous droits réservés.*

**Notre adresse postale :**  
Ombudsman Ontario  
483 rue Bay, 10e étage, Tour Sud  
Toronto, ON M5G 2C9  
Canada

[Ajoutez-nous à votre carnet d'adresses](#)

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?  
Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désabonner de cette liste](#).